

mite, d'argent sont perpétrés. Pendant ce temps, des hommes politiques du Québec disent que leur province n'est pas comme les autres. Certains parlent d'égalité ou d'indépendance; d'autres de souveraineté et d'association, etc. Chacun y va de sa thèse.

L'orchestration de la publicité de tous ces événements est très bien faite et très bien contrôlée par des gens en place, dans la plupart des moyens d'information. Certains s'inquiètent et en avertissent même les autorités. La réponse est toujours la même: Ne vous en faites pas! Il faut respecter la liberté de parole, la liberté d'expression. Il ne faut pas mettre d'entraves à une liberté si chèrement conquise. Les journalistes, les attachés de presse, anciens et nouveaux, se font les défenseurs les plus acharnés de la liberté d'expression. La plupart le font en toute sincérité. Voici ce qu'écrivait Jacques Tremblay, dans *La Presse* du mardi, 20 octobre 1970, et je cite:

... Pendant de nombreuses années, des bien-pensants ont pactisé intellectuellement avec les théoriciens du crime comme moyen de libération collective. Pour ne pas avoir l'air de défendre l'ordre établi (ce qui est très mauvais pour une réputation de «penseur»), il fallait bien, n'est-ce pas, appuyer un petit peu les «révolutionnaires». Celui-ci leur trouvait beaucoup de qualités littéraires; celui-là découvrait une phrase avec laquelle il était d'accord; et celui-là acceptait les objectifs, mais refusait les moyens. Enfin, en coupant les cheveux en quatre, on peut toujours finir par béatifier le diable en personne.

Les événements se précipitent, les manifestations violentes gagnent en nombre et en intensité: Bombe à la Place de la Bourse; destruction du Centre de données de l'Université Sir George Williams; démonstration devant l'Université McGill; plusieurs éditorialistes font des reproches à la police de Montréal; le 7 octobre 1969, l'affaire Murray Hill, en même temps que la grève des policiers de Montréal. Et j'en passe. Six personnes sont tuées depuis sept ans. Des procès, quelques condamnations, plusieurs élargissements sur parole. Les frustrés instruits deviennent dangereux. Les événements des derniers jours nous ont traumatisés. Il faut que ça cesse! La seule chose à faire pour le moment a été faite, et d'une façon intelligente et courageuse.

Il nous appartient maintenant de tirer une leçon de ces événements. Nous en sommes tous responsables à divers degrés. Il nous faut étudier les véritables causes de tous ces bobos de notre société malade. Les causes de ces malaises qui ont engendré la violence sont nombreuses et variées.

Une des principales causes de la violence réside dans les injustices que l'ordre établi engendre et tolère trop souvent par manque de temps pour les corriger. Il faudrait y ajouter le manque de confiance et l'impatience des jeunes devant les problèmes qu'ils entrevoient dans l'avenir. Enfin, une quantité d'autres causes agissent différemment sur les individus et sur les groupes.

Devant la difficulté de la tâche, il ne faut pas s'arrêter. A tous les niveaux de gouvernement, cessons de faire de la petite politique. Si nous voulons conserver notre démocratie, soyons démocrates avant d'être partisans. Établissons des ordres de priorité, chose qui ne se fait pas toujours dans les Parlements.

Le premier devoir de ceux qui sont dans l'opposition, c'est de critiquer consciencieusement et raisonnablement les mesures législatives que le gouvernement présente pour en trouver les défauts et faire des suggestions en vue de les améliorer. A ce sujet, on constate une certaine amélioration dans le travail accompli au sein des comités.

[M. Noël.]

Le deuxième devoir des députés de l'opposition, c'est de critiquer de façon sérieuse. L'opposition n'a pas le droit de harceler constamment le gouvernement avec toutes sortes de tracasseries, pensant y trouver un avantage électoral éventuel. Le peuple est plus sérieux que cela.

Mettons-nous résolument à la tâche. Ne perdons plus de temps, car il n'y en a pas à perdre. Redoublons d'ardeur pour inventer des moyens d'action sociale, économique et politique pour rapprocher ceux qui possèdent plus de ceux qui possèdent moins, sans rompre l'équilibre qui doit à tout prix être maintenu, pour établir des moyens de communication entre les divers groupes qui composent la société et pour combler enfin le fossé qui s'élargit sans cesse entre les générations. Formons une armée de missionnaires compétents et honnêtes, afin d'éclairer les masses sur les problèmes auxquels les gouvernements ont à faire face. Le peuple saura prendre ses responsabilités si tout est bien expliqué. Trouvons le moyen de créer une nouvelle motivation positive.

[Traduction]

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, je voudrais commencer mes remarques par offrir mes félicitations aux motionnaires de l'Adresse, le député de Bourassa (M. Trudel) et le député d'Assiniboia (M. Douglas). Je voudrais également dire que je me réjouis d'avoir l'occasion d'ajouter mes commentaires aux excellents discours prononcés par mes collègues des deux côtés de la Chambre.

Comme tous mes collègues, et certes tous les Canadiens, j'attendais avec impatience la présentation du discours du trône. J'aurais espéré que le gouvernement aurait enfin proposé à la Chambre des mesures qui, comme l'a dit l'autre jour le député de Frontenac-Lennox et Addington (M. Alkenbrack), permettraient de régler le très grand nombre de graves problèmes qui affligent notre pays.

Je me souviens que le premier ministre actuel (M. Trudeau) a demandé instamment aux Canadiens de lui donner un gouvernement majoritaire pour lui permettre d'adopter le genre de mesures législatives qui détourneraient le pays de la tendance vers la régression et la dépression. Le premier ministre avait promis du travail à tous ceux qui voudraient travailler. Il a promis une société où chacun aurait des chances égales de réussir, des droits égaux devant la loi, et où tous les Canadiens auraient voix au chapitre dans leur gouvernement. On nous avait dit que grâce à un gouvernement majoritaire et à un mandat incontestable, il créerait une société juste fondée sur la prospérité de l'individu dans une démocratie de participation.

Les mots et les expressions ont changé, monsieur l'Orateur, et la direction a changé, mais la situation est demeurée la même. En réalité, elle s'est détériorée au lieu de s'améliorer. Le chômage a augmenté au point que nous pouvons nous qualifier de champions du monde. Le Canada est indiscutablement le détenteur du titre dans les jeux du chômage. Voilà où nous en sommes. Le gouvernement joue un jeu dangereux en ce qui concerne notre économie et le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré aux Canadiens que c'était à prendre ou à laisser.

● (5.50 p.m.)

On a répété à la Chambre à maintes et maintes reprises que nous avons tout ce qu'il faut chez nous, au Canada,